

page 5

éditorial



PE

Le monde distingué ne s'est pas encore remis de l'élection de Donald Trump. Au-delà du style – on ose à peine le qualifier de décoiffant... –, presque une année de pratique n'a pas tranché la question : le président américain change-t-il radicalement la posture de son pays sur la scène internationale, du fait à la fois de ses décisions internes, et de ses prises de position diplomatiques ?

En politique étrangère, le changement est moins bruyant que la rhétorique – hors le retrait du Partenariat Trans-Pacifique. Sur nombre de thèmes, les orientations de base de la diplomatie américaine semblent résister à la pression des tweets. Mais on ignore encore l'effet dans le temps des déclarations contradictoires, et apparemment peu mesurées, du président américain. Sur l'affaire nord-coréenne, quels seront les poids respectifs des tweets menaçants et des déclarations plus conciliantes du voyage à Pékin ? Pour l'Iran, quel impact aura le ton menaçant du président relayé par le secteur le plus conservateur du régime de Téhéran ? On a déjà pu voir les conséquences des discours présidentiels en Arabie Saoudite.

Sans doute la véritable rupture visée par Trump est-elle le retrait du multilatéralisme. Ce dernier, qui tente de s'édifier sur des bases neuves et fragiles depuis le début des années 1990, s'est déjà vu mettre à mal par les unilatéralismes occidentaux (en particulier américains), et par la montée de puissances prêtes à contester l'ordre actuel, de biais ou de face : pays émergents, puissances régionales... En ne lisant le monde que comme une juxtaposition d'intérêts nationaux négociables bilatéralement – comme les *deals* entre entreprises –, Donald Trump annonce-t-il le démontage de ce qui demeure du système multilatéral (G7, organisations internationales, Organisation mondiale du commerce, négociations de désarmement, etc.), ou la reconstitution, hors domination de l'Amérique, d'un multilatéralisme au goût des autres, sans les États-Unis ?

C'est la question que pose Pierre Vimont dans le « Contrechamps » de ce numéro, en soulignant que la reconstruction d'un multilatéralisme incomplet sans Washington, ou marginalisant Washington, ouvrirait vers un inconnu dangereux, au premier chef pour les États-Unis.

Il reste que Donald Trump, pour exotique qu'il semble aux gens sérieux (les *hombres dignos* de Bernanos), vient bien de quelque part, et témoigne aussi pour nous. Symptôme, comme le croit Jennifer Lind dans ce même « Contrechamps », le président Trump exprime la crise d'un ordre libéral qui s'est laissé confondre avec les excès de la mondialisation. Au croisement d'une crise de structure de la société internationale, et des crises

internes de sociétés démocratiques désorientées par une globalisation sans gouvernance, Trump traduit la rupture des opinions avec ce qui leur était présenté comme un ordre mondial inévitable. Au-delà des horions, c'est cela qui compte, et qui pèsera dans les années à venir. Trump est dévisagé à l'excès depuis un an ; il est temps de l'envisager¹.

Cet ordre international, en dépit de tous nos constats sur la multiplicité de ses acteurs, nous ne savons encore le conceptualiser qu'autour des États. Ces derniers constituant les pôles les plus rationnels pour penser les rapports d'espaces et de projets entre les communautés humaines. La sanctification nationalo-communautaire catalane qui défie ces temps-ci la démocratie espagnole, met en scène à la fois l'obsession contemporaine du besoin d'État, et la confusion entre les notions d'État et de nation – notions que seuls les Français pensent fusionnelles.

Plus tragique est la situation de l'Irak, autour de laquelle s'organise le dossier de cette livraison de *Politique étrangère*. Qu'est-ce qu'une nation ? Qu'est-ce qu'un État-nation ? Un État peut-il vivre sans nation unifiée ? Une nation peut-elle survivre sans État ? L'Irak pose dramatiquement toutes ces interrogations – d'une manière évidemment indissociable du destin de l'ensemble de la région. L'État irakien qui, hier, affichait l'image la plus cohérente du Moyen-Orient, a-t-il vraiment existé depuis sa fondation moderne après la Première Guerre mondiale, hors d'une structure de pouvoir violemment plaquée sur ses composantes communautaires ? Et quelles sont aujourd'hui les voies d'une reconstruction ? Le pouvoir politique est certes passé aux chiïtes majoritaires, mais il est désormais cerné par l'influence iranienne, le poids des milices renforcées par leur rôle dans la lutte anti-Daech, l'activisme des reliefs de ce même Daech vu comme un instrument de vengeance largement communautaire, et les vellétés indépendantistes du Kurdistan.

C'est la région entière qui pose la question de la durabilité des structures et frontières héritées de la colonisation et des conflits mondiaux (tout comme l'Afrique, ce que nous rappelle la situation du Cameroun). Mais on voit bien comme la tentative de redessiner les États ouvrirait une instabilité générale. En Europe même, la perspective des indépendances régionales est celle de l'éclatement de l'Union, de la dissolution de tout esprit politique au profit des revendications communautaires. Que dire

1. J. Cocteau, « Il est juste qu'on m'envisage/Après m'avoir dévisagé », *Le Requiem*, Paris, Gallimard, 1962.

dès lors des risques au Levant ? La création, par les Occidentaux, depuis deux décennies, de plusieurs États manifestement non viables – dernier exemple : le Sud-Soudan... –, devrait servir d'expérience, et de leçon.

À travers l'Irak, c'est une problématique plus générale qui se dessine : celle de la place des États dans la structuration de la scène internationale, face à une double évidence. Les États ne sont certes plus les seuls acteurs du jeu mondial, mais ils sont toujours les acteurs déterminants, dans un sens ou dans l'autre, en « situation exceptionnelle ». Et ils doivent aussi être « sauvés » comme éléments d'organisation du système international – sauf à se résigner à un état de nature parcellisé, qui ne serait que le royaume des forts.

D'autres thèmes d'actualité s'imposent dans ce numéro : l'affrontement américano-nord-coréen, la mystérieuse architecture du pouvoir iranien, la place de la Belgique dans la lutte antiterroriste, l'inattendue stabilité du Monténégro, nouveau membre de l'Alliance atlantique... On soulignera néanmoins l'intérêt particulier d'une analyse qui tente d'éclairer l'imbroglio yéménite : largement hors de portée de nos radars médiatiques, le Yémen permet hélas de résumer, du niveau communautaire à l'affrontement des puissances, les termes du malheur de la région.

Une autre contribution aborde de manière originale le débat, destiné à durer, sur l'affirmation de la puissance chinoise. La multiplication, ces dernières années et à l'initiative du pouvoir, des *think tanks* « à la chinoise », témoigne à la fois de l'ouverture de la nouvelle puissance au monde, et de sa volonté d'influer sur celui-ci. Signe éloquent, parmi tant d'autres, que se structure à Pékin une « grande stratégie » à l'échelle mondiale, ce qu'a confirmé la tenue récente du XIX^e congrès du Parti communiste chinois. On aimerait se rassurer en pensant que d'autres grandes stratégies sont sur le marché... À voir.

politique étrangère

politique étrangère



Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site www.revues.armand-colin.com

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier + numérique ou e-only



TARIFS 2017

► S'abonner à la revue

		France TTC	Étranger HT*
Particuliers	papier + numérique	■ 80,00 €	■ 100,00 €
	e-only	■ 65,00 €	■ 80,00 €
Institutions	papier + numérique	■ 175,00 €	■ 195,00 €
	e-only	■ 130,00 €	■ 150,00 €
Étudiants**	papier + numérique	■ 70,00 €	■ 75,00 €
	e-only	■ 50,00 €	■ 55,00 €

* Pour bénéficier du tarif Étranger HT et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► Acheter un numéro de la revue

	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
Numéro récent (à partir de 2014)	■ 23,00 €
Numéro antérieur à 2014	■ 20,00 €
TOTAL DE MA COMMANDE		 €

Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France
Tél. 0 820 800 500 - Fax. 01 41 23 67 35 - Étranger +33 (0)1 41 23 60 00 - revues@armand-colin.com

Adresse de livraison

Raison sociale :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : |_|_|_|_| Ville : Pays :

Courriel :@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : __/__/__

Signature (obligatoire)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site www.revues.armand-colin.com, onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse revues@armand-colin.com ou au 0 820 065 095

Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement disponibles à cette adresse : <http://www.revues.armand-colin.com/cga>
Les informations collectées nous permettront de mieux servir votre commande et de vous informer sur nos produits et services. Conformément à la loi du 6 août 2004 (N° 2004-801) modifiant la loi française « Informatique et Libertés » de 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, vous pouvez nous adresser un courrier à Dunod Éditeur - Service Ventes Directes - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, ou par mail à infos@dunod.com

